

RURAL et URBAIN

*Dynamiques Sociales
et Recomposition des Espaces
CNRS, Universités Paris 1, 8, X*



janvier 1999
numéro 2

En raison de l'importance croissante de la mobilité entre le lieu de résidence et le lieu de travail, l'INSEE vient de créer de nouvelles catégories (aires urbaines, espace à dominante rurale...). Ces remaniements sont une étape de plus dans la remise en cause de la dichotomie simple entre deux populations, la rurale et l'urbaine. Les nouvelles catégories incluent une notion qui prend une place de plus en plus grande à la fois conceptuellement et quantitativement : c'est le « périurbain », qui traduit précisément les solidarités spatiales entre domicile et lieu de travail et où réside actuellement le quart de la population française (si l'on tient compte de la population du « rural sous faible influence urbaine » selon la définition de l'INSEE). Pour cette raison et parce qu'il est le lieu par excellence du contact entre le rural et l'urbain, le périurbain est un terrain privilégié de l'observation de l'évolution des rapports entre villes et campagnes. Le cas de la région parisienne, la plus grande « aire urbaine » du pays, est évidemment tout particulièrement intéressant. Quelles structurations spatiales fines observe-t-on dans ce vaste ensemble ? Et que recouvrent-elles socialement ?

Entre ville et campagne : les mobilités des périurbains

Martine BERGER, Maître de Conférences, ENS Fontenay-Saint Cloud, LADYSS

*Thierry SAINT-GÉRAND, Maître de Conférences, GEOSYSCOM,
MRSH de Caen, Pôle Environnement et Sociétés*

Parmi les catégories utilisées par les géographes et les sociologues pour décrire les types d'espace, l'opposition traditionnelle du rural et de l'urbain a-t-elle encore un sens ? Depuis la fin des années 60, l'irruption puis la généralisation de la périurbanisation ont fait prendre conscience de formes nouvelles de solidarités entre villes et campagnes. La fréquence des déplacements quotidiens de travail des campagnes vers les villes, tout comme l'installation d'anciens citadins dans des communes rurales, témoignent de ces rapprochements dans l'expérience de vie d'un nombre croissant d'individus.

Ainsi se met en place une société de frange urbaine, de bi-appartenants, qui choisissent de résider à la campagne mais viennent de la ville, et y retournent chaque jour travailler. Dès lors, la difficulté à définir et délimiter le périurbain (M. BERGER, 1989 ; J.C. BONTRON, 1994) ne tient-elle pas, autant qu'à son caractère transitoire, à l'absence de pertinence des catégories d'espace rural et d'espace urbain, qui ont cessé de renvoyer à des formations sociales spécifiques ? En fondant le nouveau zonage en aires urbaines sur les navettes domicile-travail, l'INSEE prend acte de cette nou-

velle organisation des rapports entre villes et campagnes (T. LE JEANNIC, 1996, 1997, *Les villes et leurs campagnes*, 1998). Une recherche portant sur les relations entre l'habitat et l'emploi dans une grande région parisienne regroupant près de 15 millions d'habitants et plus de 6 millions d'actifs dans 5 700 communes en Ile-de-France et dans le Bassin parisien proche* permet de formuler quelques hypothèses sur l'évolution des relations entre espaces ruraux et urbains au cours des 20 dernières années.

■ L'habitat s'éloigne des emplois : les navettes s'allongent

Avec la montée en puissance de la fonction résidentielle des campagnes, la généralisation et l'allongement des navettes entre domicile et lieu de travail, il semble plus pertinent désormais de parler d'association – plutôt que d'opposition – entre le rural et l'urbain en termes d'habitat et d'emploi. En 1975, 57% des actifs travaillaient dans leur commune de résidence ; ils ne sont plus que 42 % en 1990, et leur effectif a baissé de 25 % en 15 ans (M.H. MASSOT, J.P. ORFEUIL 1995). Dans le Bassin parisien, on passe de près de 2 sur 3 en 1975 (60 %) à moins de 1 sur 2 en 1990 (43 %). En Ile-de-France, où la dissociation des lieux de résidence et de travail est ancienne, elle s'accroît encore : près d'1/3 des actifs travaillaient dans leur commune de résidence en 1975, moins d'1 sur 4 en 1990 (23 %).

L'allongement des distances moyennes entre domicile et travail est un phénomène général : en 15 ans, on est passé de 7,4 km à 11,5 km

* L'étude repose sur l'exploitation des fichiers-détail à l'individu des recensements de 1975 (1/5), 1982 et 1990 (1/4). Pour une définition des différentes aires d'étude, cf carte de situation (p.1 du supplément).

chevauchements entre bassins d'emploi et accentuent le découplage entre les structures sociales des populations au lieu de résidence et au lieu d'emploi.

■ Distance à la ville et division sociale de l'espace

SI, PAR EXEMPLE, on observe la division sociale de l'espace en Ile-de-France au-delà du noyau central (Paris et la Petite Couronne), la proportion des cadres diminue fortement du centre vers la périphérie, alors que celle des ouvriers augmente. Et ceci est vrai tant pour les emplois que pour les actifs résidents. Ce gradient social ne coïncide toutefois pas avec l'opposition ville/campagne. Certes les communes rurales sont plus nombreuses à mesure que l'on s'éloigne de Paris, mais, à une même distance de la capitale, il n'est pas rare de trouver des catégories plus aisées à la campagne (où dominent les pavillons) qu'en ville (où se concentrent les logements sociaux). C'est la distance à Paris, et non le caractère rural ou urbain de la commune, qui constitue le facteur le plus discriminant dans la distribution des couches sociales. Par contre, en termes d'emplois, les communes rurales offrent des postes nettement moins qualifiés, et les fonctions d'encadrement se concentrent dans les villes. Ainsi la qualification sociale des espaces est de plus en plus malaisée à déchiffrer, si l'on veut tenir compte à la fois des populations résidentes et de la nature des emplois. D'autant qu'en Ile-de-France coexistent deux modèles de la distinction résidentielle : un modèle latin qui valorise la résidence au centre, lieu de pouvoir, pour les classes les plus aisées ; un modèle anglo-saxon de suburbanisation des cadres.

■ Rural/urbain : des catégories pertinentes ?

LES RÉFÉRENCES SPATIALES de ces « mi-ruraux, mi-urbains » (ou ni-ruraux, ni-urbains ?) sont encore compliquées du fait de leurs trajectoires résidentielles. La « renaissance rurale » est le résultat d'un double mouvement. D'un côté, le non-départ de ruraux, qui vont de plus en plus travailler en ville

mais s'y installent de moins en moins. De l'autre, l'arrivée d'anciens urbains dans les campagnes : ainsi 1/4 des nouveaux installés dans les campagnes du Bassin parisien vient de l'agglomération parisienne, la moitié a quitté les villes de la région ; en Ile-de-France, près des 2/3 des nouveaux installés dans l'espace rural viennent de l'agglomération parisienne (précisons néanmoins que les échanges interurbains y représentent 90 % des migrations intra-régionales).

L'unité de lieu, l'unité d'action et l'unité de temps qui, comme dans le théâtre classique, encadrent la vie de la majorité des individus, sont donc en train d'être remplacées par l'éclatement et l'éloignement des espaces de référence et de constitution des identités sociales. Que cette dynamique s'exerce sous contrainte – dans le cas, par exemple, des banlieusards repoussés par les coûts du logement – ou résulte d'un choix de cadres urbains devenant néo-ruraux dans leur recherche d'une meilleure qualité de vie, ses conséquences spatiales s'expriment tout à la fois par un desserrement de l'habitat et par un renforcement de la polarisation des emplois. L'étalement résidentiel et la restructuration des bassins d'emploi ont été amplifiés par des politiques privilégiant l'amélioration des réseaux de circulation, permettant de rattraper en vitesse ce que l'on perdait en proximité.

L'analyse des mobilités périurbaines nous invite donc à considérer l'ensemble des lieux de la vie quotidienne pour comprendre la structuration sociale des espaces. Face au déclin de l'emploi rural, les solidarités fonctionnelles entre villes et campagnes se renforcent. Dès lors les campagnes sont tout autant le reflet des villes avec lesquelles leurs actifs sont en relation quotidienne que de leurs propres systèmes de production agricole. Les couronnes périurbaines et les espaces ruraux d'une grande région métropolitaine constituent ainsi, de notre point de vue, un lieu privilégié d'observation de la dynamique des relations entre villes et campagnes. L'éclatement des espaces de vie et d'ancrage identitaire qu'on y observe invite à reconsidérer la traditionnelle opposition entre le rural et l'urbain.

Pour en savoir plus...

- BERGER M., 1989, Vers de nouveaux types de rapports villes-campagnes. La production des espaces périurbains en France et dans les pays développés d'économie libérale. *Strates*, 4, p. 89-106.
- BERGER M., 1997, Les pavillonnaires d'Ile-de-France : des navettes quotidiennes toujours plus longues. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 74, p. 143-144.
- BERGER M., BEAUCIRE F., SAINT-GÉRARD T., 1997, Mobilité résidentielle et navettes domicile-travail en Ile-de-France, in *Entreprendre la ville*, A. OBADIA ed., Editions de l'Aube, p. 175-188.
- BONTRON J.C., 1994, Entre ville et campagne. Les espaces de périurbanisation. SEGESA, Ministère de l'Agriculture, 99 p.
- Les campagnes et leurs villes*, 1998, INSEE, Contours et caractères, 203 p.
- LE JEANNIC T., 1996, Une nouvelle approche territoriale de la ville. *Economie et Statistique*, 294-295, p. 25-45.
- LE JEANNIC T., 1997, Trente ans de périurbanisation : extension et dilution des villes. *Economie et Statistique*, 307, p. 21-41.
- MASSOT M.H. ed., 1995, *Espaces de vie, espaces de travail, 15 ans d'évolution*. INRETS, 114 p.
- MASSOT M.H., ORFEUIL J.P., 1995, La mobilité, une alternative à la densification du centre. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 67, p. 23-31.



Observatoire sur les rapports entre rural et urbain

LADYSS

Dynamiques Sociales et
Recomposition des Espaces,
UMR CNRS 7533,
Université de Paris X, Bât. K,
200 av. de la République,
92001, NANTERRE CEDEX
Tél. : 01 40 97 78 06
Fax : 01 40 97 71 55
Mél : moellic@u-paris10.fr

Directeur de publication
Yves LUGINBÜHL

Rédacteurs
Marie-Claude GUERRINI
Marcel JOLLIVET
Nicole MATHIEU

Secrétaires de rédaction
et maquette

Marie-Alix CARLANDER
Marie-France ÉPAGNEUL

Tiré à 500 exemplaires

Imp. : Grou-Radenez

ISSN : en cours

Dépôt légal : 4^e trimestre 1998

© LADYSS



1. L'évolution de l'emploi et des actifs résidents en Ile-de-France et dans le proche Bassin parisien, 1975-1990

	Actifs résidents	Emplois	Ratio emplois/actifs 1975-1990		Part des actifs 1990	Part des emplois 1990 75-90	Part de la croissance des actifs 75-90	Part de la croissance des emplois
Ile-de-France								
Ensemble	+ 320 000	+ 453 000	102	104	100	100	100	100
Communes urbaines (définition 1968)	+ 130 000 + 3,1 %	+ 320 000 + 7,3 %	103	107	92,2	94,5	41,2	71,1
Communes rurales (définition 1990)	+ 63 000 + 56 %	+ 12 500 + 16 %	69	51	3,7	1,8	19,8	2,8
Communes rurales en 1968 urbaines en 1990	+ 120 000 + 172 %	+ 120 000 + 180 %	90	93	4,1	3,7	39	26
Proche Bassin parisien								
Ensemble	+ 173 000	+ 92 000	97	93	100	100	100	100
Communes urbaines (définition 1975)	+ 36 000 + 4 %	+ 102 000 + 11 %	110	116	58,3	73,4	20,7	110,7
Communes rurales (définition 1990)	+ 119 000 + 25 %	- 16 000 - 4 %	76	58	38,1	23,9	69,1	---
Communes rurales en 1975 urbaines en 1990	+ 17 700 + 46 %	+ 5 900 + 18 %	88	70	3,6	2,7	10,2	6,4

Actifs ayant un emploi
Aisne, Aube, Eure, Eure-et-Loir, Loiret, Marne, Oise, Yonne

Source : RGP1975 1/5, 1990 1/4

(moyenne française) ; de 6,9 km à 11,8 km dans le Bassin parisien proche ; de 7,4 km à 9,4 km en Ile-de-France.

Dans l'augmentation des déplacements de travail, une part revient à la dissociation croissante des quartiers d'habitat et d'emploi au sein même des tissus urbains. Un autre facteur important, lié à la restructuration du système productif et à une nouvelle division interrégionale du travail, est l'augmentation des échanges inter-régionaux et inter-urbains. En 1990, 8 % des actifs résidant dans le proche Bassin parisien travaillaient en Ile-de-France, contre un peu plus de 3 % en 1975. Selon M.H. MASSOT et J.P. ORFEUIL, 6 % des actifs en 1975 et 10 % en 1990 travaillent dans une Zone de Peuplement Industriel et Urbain (ZPIU) différente de celle de leur résidence.

Mais le facteur principal d'allongement des distances parcourues par les actifs est l'augmentation des navettes entre les campagnes et les villes. En

dépît du desserrement des emplois vers les périphéries, les ruraux (dans la définition de l'INSEE) parcouraient en moyenne, en 1990, en Ile-de-France deux fois plus de kilomètres que les urbains pour se rendre à leur travail ; le rapport était de 1 à 1,5 dans le Bassin parisien.

En 1975, la moitié des ruraux franciliens travaillait à la campagne, 1/4 dans l'agglomération parisienne, 1/4 dans une autre ville. En 1990, moins d'1 sur 3 travaille dans l'espace rural, près d'1 sur 2 dans l'agglomération parisienne.

Dans le Bassin parisien proche, 2 ruraux sur 3 travaillaient à la campagne en 1975, il n'en reste qu'1 sur 2 en 1990. Près de la moitié des actifs qui y résident et vont travailler en Ile-de-France habitent à la campagne ; ils étaient trois fois moins nombreux en 1975.

■ Le déclin de l'emploi rural

LA PERTE D'EMPLOIS de l'espace rural explique en partie l'augmentation des navettes. Traditionnellement déficitaire en emplois, l'espace rural le devient de plus en plus (tab. 1 et 2). Il offrait potentiellement des emplois à 2/3 voire 3/4 des actifs résidents en 1975, mais à peine à 1 sur 2 en 1990. En Ile-de-France, le nombre d'actifs résidents augmente plus vite dans l'espace rural que le nombre d'emplois : + 56 % d'actifs, + 16 % d'emplois. Dans le Bassin parisien proche, les campagnes gagnent 120 000 actifs (plus des 2/3 de la croissance régionale) et perdent 16 000 emplois.

Le déclin du taux d'emploi rural n'est pas lié à l'écrêtage des communes les plus dynamiques devenues urbaines dans l'intervalle des deux recensements : il s'agit ici de comptages à espace constant, celui des communes

rurales en 1990. Même la frange urbaine gagne plus d'actifs résidents que d'emplois. En Ile-de-France, les communes rurales en 1975 devenues urbaines en 1990 multiplient par 3 le nombre de leurs actifs et par 2,5 celui de leurs emplois. Dans le proche Bassin parisien, les emplois augmentent 3 fois moins vite dans la frange urbaine que le nombre des actifs (respectivement + 17 % et + 45 %).

■ De la mobilité à l'éclatement des espaces de vie

L'ACCROISSEMENT des distances domicile-lieu de travail excède largement l'effet de l'augmentation des déséquilibres entre offre et demande d'emplois, et on ne peut qu'être saisi par l'ampleur et la rapidité des transformations. A-t-on bien pris la mesure de ce que représente, en termes d'organisation des espaces de la vie quotidienne, un tel bouleversement ? Comme le soulignent M.H. MASSOT et J.P. ORFEUIL, « *la navette n'est pas seulement liée à l'inégale distribution spatiale des résidences et des emplois ; la mobilité est de plus en plus un choix, une affaire de familles arbitrant entre la qualité du logement et de son environnement, les opportunités du marché du travail et les coûts de transport* ».

« *Dans une période où l'accession à la propriété comme le blocage dans l'habitat social augmentent la viscosité du système résidentiel, les transports servent de lubrifiant.* »

L'évolution des relations des habitants à leur espace de résidence peut sembler a priori paradoxale. Une proportion croissante d'actifs fait le choix de devenir propriétaire de son logement et il s'agit de plus en plus souvent d'une maison individuelle. Cela semble impliquer de leur part un plus grand enracinement local : ils restent plus longtemps dans un logement dont ils sont propriétaires ou qu'ils achètent à crédit. Ils y investissent plus de temps et d'argent, ils s'impliquent plus dans des relations de voisinage, voire dans des associations ou groupes de pression municipaux, pour la défense d'un certain cadre de vie, pour ou contre la création de nouveaux équipements. Mais, dans le même temps, ces

nouveaux propriétaires vivent de moins en moins à leur domicile, qu'ils quittent chaque jour pour des navettes de plus en plus longues ; et ceci concerne les deux membres du couple puisqu'on compte de plus en plus souvent deux actifs par ménage. Ils résident de plus en plus à la campagne, travaillent de plus en plus en ville. Ils

de Paris et des pôles d'emploi franciliens s'étend et s'accroît : ils prélèvent de plus en plus d'actifs, de plus en plus loin, dans les départements limitrophes. Dans le même temps, les navettes structurent des auréoles périurbaines de plus en plus larges autour des villes du proche Bassin parisien.

L'accroissement des polarisations

2. L'évolution de l'emploi et des actifs résidents en France métropolitaine, 1975-1990

	Actifs résidents*	Emplois	Ratio emplois/actifs en 1990
Villes centres d'agglomération	- 1 237 000 - 17 %	- 458 000 - 5 %	1,48
Banlieue intérieure	- 71 000 - 2 %	+ 185 000 + 6 %	0,92
Banlieue extérieure	+ 462 000 + 15 %	+ 570 000 + 24 %	0,82
Périurbain ancien	+ 919 000 + 25 %	+ 107 000 + 3 %	0,69
Périurbain récent	+ 147 000 + 6 %	- 130 000 - 6 %	0,76
Rural hors ZPIU	- 161 000 - 18 %	- 216 000 - 28 %	0,76

* Actifs ayant un emploi

Source : M.H. MASSOT, 1995 - RGP1975 (1/1 000e) et 1990 (1/100e)

Banlieue intérieure : ensemble des communes situées autour de la ville-centre qui totalisaient en 1990, 50 % de la population des communes appartenant à la banlieue dès 1975.

Banlieue extérieure : ensemble des communes de l'agglomération principale en 1990 hors ville-centre et banlieue intérieure.

Périurbain ancien : communes hors agglomération 1990 appartenant à la ZPIU en 1975.

Périurbain récent : communes rattachées à la ZPIU entre 1975 et 1990.

associent dans leur expérience quotidienne des espaces de plus en plus distants et différents. L'amélioration des réseaux de circulation (maillage, meilleure connectivité et capacités accrues) ainsi que la baisse relative des coûts de transport ont rendu possible ce nouvel agencement des espaces de vie.

■ Polarisation et chevauchement des bassins d'emploi

DE PAR LEUR INTENSITÉ et leur fréquence, les navettes constituent l'armature de « bassins de vie » associant de plus en plus étroitement villes et campagnes. Les cartes figurant la proportion de navettes de moyenne ou longue distance en Ile-de-France et dans le Bassin parisien proche soulignent bien le rôle croissant des villes dans la structuration des espaces de la vie quotidienne des ruraux. L'attraction

s'accompagne de recouvrements entre les aires d'influence urbaine, qui traduisent les différences d'attractivité entre les villes dans la constitution de leurs bassins d'emploi. Mais, au total, les échanges « montants » (d'une commune rurale vers une unité urbaine, d'une ville petite vers une plus grande...) l'emportent. La polarisation des bassins d'emplois renforce les hiérarchies entre les villes.

L'allongement des navettes concerne toutes les catégories sociales, bien qu'à des degrés différents. Il affecte les femmes plus que les hommes. Fait nouveau, les couches modestes qui recherchaient autrefois les emplois les plus proches de leur résidence, sont plus touchées que les couches aisées (M. BERGER, F. BEAUCIRE, T. SAINT-GÉRAND, 1997). L'augmentation des distances parcourues par des catégories auparavant peu mobiles et l'éclatement de leurs destinations multiplient les